

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
Cedex 2  
44036 NANTES

Nantes, le 30/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2023

Contexte et constats  
Publié sur **GÉORISQUES**

### **SUEZ RV OSIS OUEST**

8 rue des Vignerons  
44220 Couëron

Références : N3-2023-705 - RAPPORT

Code AIOT : 0006303433

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement SUEZ RV OSIS OUEST implanté 8 rue des Vignerons 44220 Couëron. L'inspection a été annoncée le 24/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Récolement de la mise en demeure du 19 mai 2020

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV OSIS OUEST
- 8 rue des Vignerons 44220 Couëron
- Code AIOT : 0006303433
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Site de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de la mise en demeure du 19 mai 2020

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle des 2 cuves de stockages des eaux hydrocarburées	Arrêté Préfectoral du 10/02/2003, article 3.2.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagement des réseaux de collecte des eaux du site	Arrêté Préfectoral du 19/05/2020, article 1	Mise en demeure	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats, la levée de la mise en demeure peut être proposée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Aménagement des réseaux de collecte des eaux du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement des réseaux de collecte des eaux du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Aménagement des réseaux de collecte des eaux du site
<b>Constats :</b> <b>Les eaux du site sont gérées de la manière suivante :</b>  <b>- Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sans contact avec les déchets (eaux de voiries) :</b> Ces eaux sont collectées et raccordées à un dispositif de traitement type débourbeur et déshuileur. Ces eaux sont ensuite envoyées au réseau des eaux pluviales de la zone industrielle.  <b>- Les eaux issues de l'activité de nettoyage/pompage de séparateurs d'hydrocarbures :</b> Les déchets issus de cette activité sont toujours sous 2 formes physiques : liquides et boues. La partie liquide est vidée dans une cuve dédiée au regroupement des liquides hydrocarbonnés (cuve et aire de dépotage en rétention). Les eaux de la rétention sont pompées puis envoyées dans les cuves dédiées aux eaux hydrocarbonnées. La partie sous forme de boues est dépotée sur une aire sur rétention dans une fosse dédiée. Une phase de décantation s'opère. Les boues sont évacuées dans des bennes métalliques envoyées à la société SEDA pour traitement. La partie liquide est dirigée via une canalisation vers un système de traitement type débourbeur et est ensuite pompée et mise dans les cuves dédiées aux eaux hydrocarbonnées.  Les eaux hydrocarbonnées contenues dans les cuves sont ensuite envoyées chez SOREDI à Saint-Viaud ou ARETZIA à Paimboeuf pour traitement.  <b>- Les eaux issues de l'activité de nettoyage / pompage des réseaux assainissement, des bacs de graisses et des fosses septiques :</b> Les déchets issus de cette activité ne transitent pas par le site d'exploitation et sont directement dépotés à la station d'épuration de TOUGAS. Les camions réalisant cette activité reviennent sur le site d'exploitation à la fin de leur journée pour nettoyer l'intérieur du véhicule vidé. Pour cela, ces camions stationnent sur une aire sur rétention et sont ouverts au-dessus de la fosse dédiée aux eaux usées. À l'aide d'un tuyau d'eau, l'opération de nettoyage est réalisée. Le contenu de la fosse des eaux usées est sous 2 formes physiques : liquides et résidus d'assainissement. Le liquide est dirigé vers 2 systèmes de traitement de type séparateurs hydrocarbures puis envoyé vers le réseau communal des eaux usées. Les résidus contenus dans la fosse sont évacués vers la station d'épuration de TOUGAS ou vers la carrière CHASSE à Couëron.  <b>- Les déchets issus de la surverse</b> associée à la fosse de dépotage des boues hydrocarbonnées et des résidus d'assainissement sont récupérés et mis dans la fosse dédiée aux déchets hydrocarbonnés.  <b>- Les eaux issues du lavage extérieur des véhicules :</b> Ces eaux sont collectées et traitées par 2 débourbeurs/déshuileurs puis envoyés au réseau d'eaux usées.  La gestion des eaux du site est cohérente et respecte la nouvelle autorisation de déversement au réseau public d'assainissement délivrée le 28 mars 2023.  Au vu des constats établis, l'inspection des installations propose de lever la mise en demeure du 19/05/20. Compte-tenu de son ancienneté, une mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 février 2003 est envisagée, a minima pour prendre en compte l'autorisation de raccordement à la

STEP de Tougas.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Contrôle des 2 cuves de stockages des eaux hydrocarbonnés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2003, article 3.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des 2 cuves de stockages des eaux hydrocarbonnés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle des 2 cuves de stockages des eaux hydrocarbonnés
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, des traces de corrosion sont constatées sur les cuves d'entreposage des eaux hydrocarbonnées, ce qui interroge sur le bon état de ces cuves. L'exploitant déclare réaliser des contrôles visuels réguliers de l'état des cuves mais ne réalise pas de contrôle intérieur de ces cuves.  <b>Afin de s'assurer du bon état de fonctionnement des cuves, l'exploitant devra fournir des éléments d'interprétation justifiant de la résistance mécanique des cuves et mettre en place, si nécessaire, les mesures correctives.</b> Les dates et les résultats des contrôles devront être consignés sur un registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet